

Chroniques éditoriales 16

La réalité autrement

Epoque Chirac - 2006

Didier Reuter

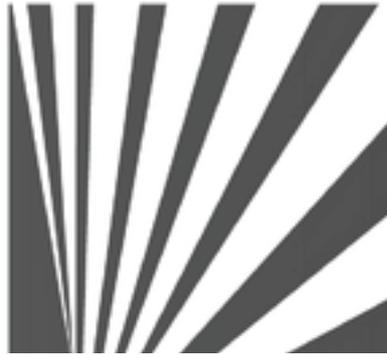
La réalité autrement

Chroniques éditoriales
de Mitterrand à Sarkozy
1991 - 2012

Auteur : Didier Reuter - ISBN 9791023701784

1.50€

BOOKINER 



Auteur : Didier Reuter

www.bookiner.com

Usage libre de droit (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

Préface

Alors que beaucoup d'événements se sont déroulés en France, il existe une troublante similitude entre le début des années 1990 et celles des années 2010. Il est effarant de constater comment la réalité d'aujourd'hui est presque identique à celle d'hier sur de nombreux sujets sociétaux. Il semble même que les problématiques se répètent en boucle malgré toute l'agitation politique et médiatique de ces deux dernières décennies.

Pour s'en convaincre, il suffit de lire les chroniques éditoriales bimestrielles de D. Reuter réalisées en tant que journaliste et éditorialiste au sein du Journal des Professionnels (JdP) entre 1991 et 2012. Chaque texte détient un sujet ou un message court, synthétisé et ciblé de nature économique, sociale ou sociétale, pouvant servir de mémoire historique ou, du moins, de référence en terme d'observation et de perception citoyenne. Par leur clairvoyance et leur vision globale un grand nombre d'éditos apparaissent comme précurseurs des changements intervenus les années suivantes et sont, aujourd'hui encore, d'une actualité surprenante.

En associant des prises de positions claires et affirmées à des faits datés, listés et/ou expliqués (chroniques), l'intérêt de cet ouvrage est de former une véritable littérature sociétale décryptant la réalité autrement. C'est la raison pour laquelle ces chroniques éditoriales ont beaucoup de force, de saveur et de pertinence, en essayant d'expliquer le «verso» perçu, observé et compris par le citoyen de base, face au «recto» politique et médiatique de certains événements ayant parcouru et secoué la société française pendant 20 ans.

Chacun de ces petits textes introduit une réflexion forte permettant de mieux comprendre que, derrière l'apparence des faits et celle d'une réalité dite démocratique, tout un monde non visible s'agite pour en contrôler constamment les limites. Bien que «*Penser c'est dire non*» selon l'écrivain Alain, il est clair que pour gagner des avancées en matière sociétale, il faut se battre pas à pas, dire clairement les choses et résister absolument !

Conditions d'usage libre de droits

Tout contenu gratuit ou payant peut être utilisé avec l'obligation d'indiquer la mention «Bookiner.com». L'acquéreur sur le site bénéficie d'un usage libre de droits à titre **PERSONNEL** (individuel, familial et privatif) dans un cadre exclusivement non marchand, non concurrentiel et non grand public. Il est autorisé à installer ce fichier sur tout équipement informatique et télécoms dont il est propriétaire ainsi que pratiquer éventuellement une duplication, un téléchargement, ou un envoi sous forme de fichier, à un maximum de 5 postes/utilisateurs internes. Ce droit ne s'applique pas à l'utilisateur qui reçoit gratuitement un contenu payant, lequel ne peut aucunement le diffuser autour de lui sans risquer de tomber sous le coup de la loi portant sur le copyright et/ou s'exposer aux conditions restrictives du droit d'auteur et de la protection intellectuelle.

83. UNE TECHNOCRATISATION INFERNALE

Sujet : De l'homo sapiens sapiens à l'homo technocratus sans intérêt

Le point faible de toute démocratie, c'est son administration placée sous la tutelle de la technocratie. La technocratie se caractérise par un système dans lequel les politiques et les élus issus du vote populaire sont supplantés par une cohorte de fonctionnaires, cadres, experts et techniciens, manquant l'ensemble des institutions du secteur public, par conséquent le fonctionnement même de l'Etat. Toute technocratie consiste à se nourrir d'une logique d'action fondée sur des procédures, des routines, des standards administratifs issus de la normalisation et de la loi, ainsi que d'un système de pensée et de décision très formalisé sans véritable esprit de responsabilité individuelle.

Dans la réalité, la technocratie se caractérise trop souvent par le sentiment d'appartenir à l'élite de la nation, par une relative impunité derrière le bouclier de la légalité, par un manque d'humanité évident, par un aveuglement dans les certitudes des bienfaits de la normalisation, par un regard technicien des problèmes et surtout par une **distance «technosociale»** envers le citoyen lambda. En cela, la technocratie se situe aux antipodes de l'indépendance d'esprit, de l'autonomie de comportement, de l'initiative individuelle, de l'autodidactisme, de la proactivité, de la prise de décision engagée et de l'esprit entrepreneurial exposé aux vicissitudes du «terrain». Elle préfère, au contraire, s'épanouir à l'abri des dorures et des forteresses du secteur public, disposer du beau rôle de stratège en chambre, profiter de la sécurité à vie d'un emploi plus fonctionnel qu'opérationnel et surtout, bénéficier de la commodité intellectuelle de savoir bien agir «après» en fonction des directives, plutôt que de savoir s'engager hardiment «avant».

Tout fonctionne dans le standard du technocrate comme si celui-ci maintenait à l'âge adulte l'esprit de **«bon élève docile»** issu de sa scolarité. En prolongeant ainsi l'esprit de bon élève, il contribue à perpétuer un modèle de technocratie intelligente et cultivée mais sans véritable démonstration de qualités humaines de courage, d'«offensivité», d'écoute, d'affirmation de soi, d'audace. En un mot comme en cent, la technocratie est devenue un modèle de statut social et d'activité professionnelle accueillant une élite diplômée disposant d'intelligence mais plombée par des personnalités souvent imparfaites, voire inabouties, ou manquant de certaines capacités et qualités humaines décisives. C'est d'ailleurs là que pointe l'essentiel du problème de la technocratie, lorsqu'un haut fonctionnaire décide et/ou impose des mesures sous prétexte de respecter la loi à la lettre, en se cachant derrière le masque de l'obéissance républicaine et du pouvoir impersonnel de la puissance publique. Il est clair que le technocrate se complait inconsciemment dans la distance existant entre le citoyen lambda obligé de subir la règle collective et le rôle d'influence du serviteur de l'Etat et du système qui, bien à l'abri, s'applique patiemment à affiner les règles du jeu sociétal et/ou les faire appliquer avec subtilité.

La technocratie caractérise également un **relais décisif** entre l'homme politique et la machine administrative de base. Ses représentants, les technocrates (préfets, directeurs de services dans les 3 grandes administrations publiques, territoriales, et hospitalières, conseillers, experts, magistrats, cadres de grandes entreprises...) se distinguent par des statuts et des rôles favorisant clairement, en amont, une influence déterminante sur les dossiers portés par l'homme politique et, en aval, par une interaction directe sur la gestion technique des décisions politiques (décrets, lois, procédures...). En fait, partout où existe un pouvoir législatif et exécutif, un centre de décision, de gestion et/ou d'administration, le technocrate agit comme un **poisson dans l'eau**, comme à d'autres époques ont pu exister des conseillers de l'ombre ou des réseaux secrets influençant directement la vie politique du pays. Il est évident que cette «aristocratie» statutaire de l'administration dirige, influence, oriente dans l'ombre et l'anonymat de ses fonctions, le destin des peuples ainsi qu'une grande partie de la réalité du quotidien de chacun.

En effet, qui n'a pas été confronté personnellement aux institutions de la République et à son administration en subissant le joug froid de la justice, celui sans état d'âme du fisc, les procédures impersonnelles en matière d'emploi et de travail ou encore, le caractère directif des obligations et devoirs issus de l'éducation, de la sécurité routière, du commerce, du social, des règles de l'entreprise, de la chasse, de l'écologie, de l'accès à l'information, etc.

De décennies en décennies, une **petite armée** de technocrates perpétuent, sans grands états d'âme, la non humanité de certains rouages administratifs derrière une jolie façade de médiatisation et de communication proprette. Il est vrai que, côté jardin, cela paraît efficace lorsque tout va bien mais que, côté cour, le dispositif se révèle sans pitié et devient rapidement une machine à broyer le citoyen déviant ou à problème. Car il s'agit bien de comprendre que la technocratie a une double mission qui est, au recto de son activisme, de gérer au mieux l'activité collective au profit de l'Etat employeur et au verso, de contrôler, surveiller, nettoyer, remettre dans le rang, punir, sanctionner, pressurer le citoyen lambda par tous les moyens et artifices offerts par la République et son modèle d'organisation.

En cela, il convient de ne pas trop insister sur la fibre patriotique des technocrates qui sont apparemment les grands nantis du système comme la grande bourgeoisie peut l'être, de son côté, dans la société civile. Il est clair que la plupart des technocrates sont devenus «technocrate» plus par moule éducatif, familial, esprit de réseau, ambition statutaire et personnelle, que par pur esprit de bénévolat et de solidarité citoyenne. Il est également évident qu'en accédant aux marches de ce **«pouvoir de l'ombre»**, l'objectif de la technocratie est de préserver, coûte que coûte, ses avantages corporatistes ainsi qu'un esprit de «caste» entre coreligionnaires.

Il est même possible d'ajouter que c'est la technocratie qui produit, aujourd'hui, le gros de l'élitisme national, notamment par le filtre de l'enseignement supérieur constatant que plus celui-ci est sélectif et académique, plus il produit de technocrates à l'arrivée.

2006 - D. Reuter

84. QUAND L'EXCÈS SÉCURITAIRE TIRE LA SOCIÉTÉ VERS LE BAS !

Sujet : La tentation sécuritaire, la méthode des lâches en politique

Selon l'essayiste Nicolas Baverez «*La France s'est isolée dans une bulle de démagogie et de mensonges*» à cause «*D'une génération et d'une classe politique composée de technocrates qui ont gelé la France pendant un quart de siècle*» (Vieux pays, Siècle jeune Ed.Perrin). Alors que tous les indicateurs de santé démocratique sont dans l'orange faisant de la France «*L'homme malade de l'Europe*», il poursuit en stigmatisant «*Le modèle caduc d'économie fermée et administrée des années 60*». Il est vrai que le principal symptôme caractérisant cette maladie bien française est directement lié à l'excès immodéré du recours sécuritaire en tout. Un excès sécuritaire qui se manifeste, en surface, par un maillage de plus en plus étroit de lois, normes, règles, obligations et qui se caractérise, sur le fond, par une mentalité vieillissante d'autoritarisme, de rigidité morale et de fermeté intolérante, dans le cadre d'un système policier ou du moins de diktat administratif qui n'ose avouer son nom.

Après la privation de libertés (servage, féodalisme, esclavagisme...), l'interdiction légale et morale d'agir (système politique dur, idéologie communiste, dictature militaire, préceptes religieux intégristes...), les sociétés modernes n'en sont pas quittes pour autant. Elles ont toutes plus ou moins renoué avec le démon sécuritaire en instaurant le matricage des esprits dès le plus jeune âge avec l'accès au système éducatif et le formatage des comportements dans la plupart des espaces de vie en collectivité (médias nationaux, action politique, éducation nationale, entreprise et travail, sécurité routière, actes civils courants...).

Plus il existe de lois...

Avec ce «bridage» des esprits, du coeur et des comportements, il en ressort une mentalité dominante relativement médiocre et peu évoluée au regard de l'histoire. Il semble que la peur ancestrale des grandes institutions religieuses, culturelles et politiques, d'ouvrir en grand la porte des libertés d'expression, de choix et d'existence, contribue à plomber et à freiner, depuis la nuit des temps, la véritable évolution démocratique des peuples. Pour continuer à se protéger, le système invente sans cesse, toute forme d'artifices, de propagande et de mesures sécuritaires pour continuer à dompter l'homme de la naissance à sa mort. Ainsi plus il existe de lois, plus il existe d'infractions, plus il existe d'infractions, plus la machine policière, administrative et judiciaire augmente en nombre d'interventions et plus les statistiques pénales et de délinquance augmentent mécaniquement dans une fuite en avant continue. Lorsqu'une société est malade, stressée, trop «docilisée» et/ou sénile, l'excès sécuritaire devient alors la pire des médications en s'opposant à l'oxygénation des esprits par la plénitude d'accomplissement des libertés humaines. C'est le cas notamment lorsque le modèle de société dénie à l'individu le droit fondamental au discernement (c'est-à-dire juger par soi-même des cas et des situations) et/ou l'accès au véritable esprit de responsabilité (c'est-à-dire décider par soi-même dans un choix avisé) en imposant, au contraire, de plus en plus de règles, de standards et de normes destinés à contrôler, dès l'amont de l'activité psychique, le jugement et le comportement.

Cette **tentation sécuritaire** produit alors un double impact. C'est d'abord le maintien d'un état d'infantilisation chez de nombreux citoyens se manifestant par une mentalité d'assisté, de soumission, d'obéissance et de conduite docile et standardisée, au lieu de favoriser chez eux l'autonomie, l'affirmation de soi et l'engagement dans le passage à l'acte. Le second impact se caractérise par l'instauration d'une mentalité dominante dite de «vieux» par l'expression excessive de besoins de sécurité, d'ordre, de confort dans les habitudes et de préservation des acquis, le tout associé à de fortes poussées d'intolérance et d'autoritarisme contre tout ce qui dérange l'ordre établi. Il en ressort que la société toute entière, prise entre ces deux tenailles, se recroqueville, se durcit, perd son naturel et sa spontanéité, à l'identique de «vieux» aigris de la vie manifestant une perte chronique d'envie, de motivation et d'énergie en regard du changement et de l'innovation. Sous la direction d'une majorité d'élus âgés et/ou ayant une mentalité conservatrice, il est alors évident que le modèle de société soit devenu peu à peu un **modèle de «vieux»**, pour les vieux et par les «vieux», se fermant aux besoins naturels d'affirmation des jeunes comme à la culture du risque. Heureusement que face à ces forces conservatrices à la mentalité désenchantée il existe des forces vives, résistantes et rebelles croyant en l'espoir d'un renouveau et

d'un changement décisif. Heureusement qu'il existe des révoltes dans les banlieues, des refus entêtés de la part d'étudiants grévistes ou encore le départ justifié, vers l'étranger, de jeunes adultes diplômés cherchant à se façonner un autre destin plus ouvert. Heureusement enfin que l'autorité est régulièrement bousculée, critiquée et contestée, car c'est cela la vigueur d'une démocratie moderne !

Un rapport désuet à l'autorité

Il est clair qu'en démocratie, ou ailleurs, l'excès sécuritaire se nourrit sur le fond d'une référence à l'autorité à la fois paternaliste, rigide et affective, particulièrement inadaptée aux jeunes générations et aux citoyens modernes. Cette forme d'infantilisation massive est l'un des grands freins à l'évolution citoyenne à laquelle aspirent, sans la nommer, les nouvelles générations. A contrario il suffit de voir comment les décisions gouvernementales se prennent sans concertation publique et sans débat contradictoire, autrement qu'entre les siens, et comment le citoyen «payeur» doit faire profil bas devant l'autorité policière ou l'administration. Il suffit de constater comment les médias nationaux TV et radios, censés informer objectivement le peuple, agissent continuellement comme de véritables pyromanes en allumant le feu, en attisant le feu dans le sens du vent dominant et en l'éteignant quand bon leur semble.

En fait, l'idée de sécurité n'en finit pas de se fonder sur le **rôle normatif** du père face au peuple infantile, ou considéré comme tel, ainsi que J.J. Rousseau l'avait déjà parfaitement décrit en indiquant que «*La famille est donc le premier modèle des sociétés politiques, le chef est l'image du père, le peuple celui de ses enfants*». Un modèle à la fois hyper conservateur et ringard niant tout l'apport évolutif de l'éducation, de l'information, de la mobilité, de la mixité culturelle, du progrès technique et scientifique, de la technologie, comme si l'individu de base n'avait jamais vraiment évolué depuis plusieurs siècles ! Il est clair que la culture de la prudence sous-jacente à l'excès sécuritaire s'oppose directement au besoin d'émancipation, de réalisation de soi et de culture du risque des plus vigoureux en privilégiant, au contraire, l'obéissance passive, la docilité, la soumission à l'autorité, la dépendance, la discipline, l'appartenance rassurante, l'uniformité et la frustration constante. Là, est d'ailleurs le problème majeur des vieilles sociétés occidentales qui refusent d'admettre que SEULE la culture du risque maîtrisé permet d'élever les individus vers le haut de leurs conditions humaine et citoyenne, en leur apportant autonomie d'action et de décision, indépendance d'esprit, autodiscipline, nécessité de maîtrise et de compétence, envie de passage à l'acte et surtout motivation dans l'énergie créative. Il est tout à fait regrettable que le modèle républicain français soit devenu majoritairement un modèle du non risque, du conservatisme, de la technocratie et de l'esprit gestionnaire soit tout le contraire du dynamisme, de l'audace, du changement et du goût d'entreprendre !

Vers un prochain Waterloo

Dans cette fuite en avant orchestrée par des gouvernements sans mérite, plus soucieux de cohésion politique interne et d'ambitions personnelles que de réponses audacieuses face aux souhaits profonds de l'opinion nationale, tout concourt à offrir le prochain spectacle d'un nouveau Waterloo français. D'abord face aux enjeux économiques de la mondialisation avec le recul des positions françaises, puis face à l'éclatement du système politique droitier actuel. En fait, il semble que plus l'on mise politiquement sur la sécurité, plus le pays fait fausse route, plus on crée d'insécurité dans les esprits et plus on réduit l'espace libertaire du citoyen. Plus on agite le spectre du désordre et plus on réactive de manière imbécile les peurs, les traumatismes, les fantasmes, les infantilisations, les culpabilisations, la moralisation ringarde. Plus on justifie la recherche du moindre risque (principe de précaution) et plus on crée en réaction le repli, la fermeture, l'intolérance, la médiocrité et surtout des **effets collatéraux** désastreux dans certains domaines économiques et sociaux, ainsi que dans le champ d'expression des libertés essentielles. En jouant politiquement sur les leviers de l'autorité, de l'ordre, de la répression et de la discipline imposée, on brasse toute la boue psychique des peuples dociles, incultes et asservis, flouant encore davantage la perception de la réalité au lieu de la rendre claire et motivante. C'est en cela que la métastase du modèle sécuritaire français contamine, à la source, le mental des jeunes et des citoyens en produisant constamment plus d'instabilité que d'harmonie, plus de stress que de joie, plus de jalousie que de partage, plus de frustration que de bien-être !

En résumé, il apparaît évident que l'excès normatif et sécuritaire ferme, aseptise, appauvrit, rigidifie, fragilise, frustre davantage la condition citoyenne qu'il ne l'ouvre, l'affirme, la motive et ne l'épanouit. Le temps est donc venu de se débarrasser du mythe sécuritaire à la française en vue de tirer réellement les gens vers le haut !

2006 - D. Reuter

85. LA FAUTE À LA DÉMAGOGIE !

Sujet : Lorsque l'enthousiasme est corrompu par la raison normative

Pour que les Français aient vraiment l'impression que le vent du changement se soit vraiment levé, il est nécessaire de rompre complètement avec 2 grandes pratiques républicaines :

- . **Eviter** tout discours politique qui prenne le citoyen pour un écolier ou un demeuré en expliquant que les mesures prises ou proposées sont bonnes pour lui, tout en lui faisant croire que l'avenir passe obligatoirement par le génie politique et technocratique de nos élites pensantes et agissantes ;
- . **Eviter** les pratiques démagogiques qui consistent à traiter la population comme un troupeau infantile et béat en utilisant les ficelles de la communication et du marketing politique, sachant qu'en traitant bêtement les gens on les rend encore plus bêtes, alors qu'en respectant leur intelligence et leur sensibilité on les rend plus intelligents ou du moins plus matures et critiques.

L'accroche politique par le slogan, la virtualité de l'image et la personnalisation anormale du discours ressort d'un autre temps qu'il convient d'oublier si l'on veut vraiment progresser en démocratie. Le problème est que les habitudes en politique ont la vie dure. C'est notamment le cas lorsque les élus considèrent que le moteur des élections dans une démocratie affaiblie et/ou placée sous la tutelle directive du système (Etat, administration, pouvoir public, institutions, syndicats, partis politiques...) consiste quasi essentiellement à maintenir le modèle sociétal en place, en se gardant bien de réveiller le «**Tigre réformiste**» dormant en chaque citoyen tout en préférant, au contraire, amadouer le gentil électeur par les airs connus du civisme et du patriotisme.

Pourtant, il suffit de regarder dans le rétroviseur de l'histoire pour voir comment la société française a si peu évolué (voire régressé) depuis près de 20 ans, en laissant aux technocrates et aux fidèles de l'ordre moral le soin de diriger le pays dans un sens clairement critique. Plus le pays a eu besoin d'oxygène, de renouvellement, d'initiative, de débat contradictoire, de liberté d'expression et d'action et plus, au contraire, nos politiques, technocrates et influents de l'ombre ont réussi à «emmailler» la société dans une superposition d'institutions, de lois, de règles et de normalisations rigides pas forcément utiles. Au lieu que le citoyen se sente heureux, libre, motivé et plein d'espoir sur son avenir, il est devenu au contraire stressé, frustré, déçu, haineux, et cela grâce à l'emphase et aux certitudes de nos politiques passés maîtres dans l'art de la démagogie de corrompre l'enthousiasme naturel par la rigueur de la décision normative. C'est à une véritable faillite sociétale, plus qu'à un moment d'histoire exceptionnel, que nous assistons depuis plusieurs années. La faute à quoi et à qui ? A la démagogie qui transforme les petits pas politiques en faux pas de géant, au verbe flatteur qui transforme des mesures inadaptées en effet placebo, à l'implication des médias qui donnent une résonance souvent inversement proportionnelle à la réalité des faits. Il semble bien que dans nos sociétés modernes, le recto de la démocratie souhaitée par les citoyens s'accompagne toujours du verso de la démagogie manipulée par le politique !

Le mariage de la démagogie et du politique

La démagogie dans le Petit Larousse correspond à «l'attitude consistant à flatter les aspirations à la facilité ou les préjugés du plus grand nombre pour accroître sa popularité, pour obtenir ou pour conserver le pouvoir». Dans le cadre des futures élections présidentielles portant au sommet de l'Etat des hommes, des femmes et des partis, il y a fort à parier que nous allons assister à une nouvelle vague de marketing politique pétrie de démagogie. Pour comprendre comment un pays se trompe en choisissant ses élus sur les apparences trompeuses du discours et des professions de foi, il convient de bien cerner comment le comportement de certains politiciens se nourrit de l'esprit de la démagogie et de ses méthodes pour arriver au pouvoir. En additionnant plus de 15 traits révélateurs de la démagogie politique, on peut être certain que l'animal politique concerné est un futur dictateur (autocrate, despote) qui produira davantage le malheur de son peuple que son évolution. Tout commence par :

1. Une entrée en scène à des moments clés de l'histoire mouvementée de son pays, ou d'une crise, en se présentant comme le sauveur providentiel ;
2. Des prises de position radicales, simples et lisibles par tous sur des sujets basiques dans «l'air du temps», de nature à produire un haut rendement électoral par l'évidence d'une adhésion de principe ;

- 3.** La pertinence et l'efficacité du discours dans le phrasé et la fluidité en misant principalement sur la portée émotionnelle du verbe flatteur.
- 4.** Un bon sens dans le traitement des faits sensibles de l'actualité faisant ainsi croire à une lucidité sur la question, ainsi qu'à une capacité à identifier les vrais problèmes. L'objectif est de donner l'impression qu'en évoquant les faits avec autant de précision, l'individu est ainsi apte à les résoudre !
- 5.** L'affichage constant d'une image de détermination et d'une grande ambition pour le pays de façon à contraster fortement avec l'image «molle» ou consensuelle des concurrents et adversaires.
- 6.** Une vision du monde qui se veut nouvelle, propice au changement dans la méthode, mais également fortement conservatrice dans le rapport au pouvoir, à l'autorité, à la morale, aux privilèges, etc.
- 7.** Une représentation toute personnelle de la gestion de la nation fondée sur l'entraînement forcé des autres par la mise devant le fait accompli, la prise de décision rapide, le coup d'éclat, le lancement de mesures radicales ou leur arrêt.
- 8.** La présentation d'un projet de société toujours gonflé à l'urgence et à l'impérieuse nécessité d'agir, en plaçant de facto le citoyen devant la rigueur des mesures de la loi sans que ce dernier ait vraiment son mot à dire.
- 9.** Une obstination maniaque à vouloir faire le nettoyage parmi tout ce qui a trait au désordre, à l'instabilité, à la délinquance, aux minorités dérangeantes, en misant sans vergogne sur la surenchère sécuritaire;
- 10.** La démonstration d'une affection toute particulière pour la «victimisation» de certains groupes (victimes d'actes de délinquance, accidentés de la route...) tout en montrant du doigt, de manière «manichéiste», les responsables présumés (insécurité routière, délinquance, violence dans les banlieues, mauvais acteurs économiques...).
- 11.** L'habituelle justification publique de la sanction (répression, punition, discipline) pour x% d'individus déviants, en faisant croire que la sécurité est le centre de gravité moral du monde, alors qu'elle n'est qu'un épiphénomène sociétal à l'instar d'une trentaine d'autres (emploi, santé, travail, économie, justice...).
- 12.** La tendance poussée à valoriser l'exemplarité de l'appareil sécuritaire (militaire, force de police, CRS, pompiers, gendarmerie, services divers...) en accordant des moyens et des prérogatives aux serviteurs les plus zélés.
- 13.** Usage de leitmotivs réguliers sur la tolérance zéro et le tout sécuritaire dans les domaines où l'opinion publique, mal informée ou désinformée, se montre favorable à de tels messages rassurants (immigration, famille, école, sécurité routière...).
- 14.** Le fait de donner l'impression d'être un individu «bourreau de travail» omniprésent sur tous les fronts «chauds», confortant ainsi l'image de «sauveur de crise».
- 15.** Utilisation populiste, voire propagandiste des médias, des personnalités du show-biz et du monde sportif, afin de mieux humaniser l'individu.
- 16.** Exercice habituel du rôle de rassembleur, de gagnant et de combattant, en vue de faire gagner son parti et marteler à coups de slogans le «rêve» d'une nouvelle ère politique.
- 17.** Forte sensibilité et activité caractérielle associée à une intelligence froide reposant sur une personnalité nourrie de nombreux complexes le plus souvent associée à des tics, des gestes tranchants, autoritaires, coupants ainsi qu'à un regard volontaire, révélant par-là des intentions profondes de prise d'autorité et de rapport directif au pouvoir.
- 18.** Style propre de communication qui se veut moderne, ferme, fonceur et endurant, donnant l'impression d'un dynamisme courageux propice au changement.
- 19.** Accès erratiques de franchise et de spontanéité dans les médias de façon à créer un rapport de connivence et de complicité avec le bon peuple.
- 20.** Respect du protocole qui consiste à faire bonne figure face aux alliés politiques du moment tout en ressentant, envers eux, une forte rancœur sur des événements passés le plus souvent associés d'une traversée personnelle du désert et/ou de trahisons.

En politique, la démagogie est destinée à masquer les intentions profondes, les incompétences et/ou les faiblesses chroniques des hommes et des partis en choisissant de séduire l'opinion publique et de plaire sur l'apparence et non sur le fond. Aussi, il convient de se méfier des gens qui parlent trop bien, trop juste, trop facilement, avec trop d'aisance ou trop de certitude, car cela traduit plus une habileté fondée sur un apprentissage du par coeur et/ou une habitude verbale à ressasser des centaines ou des milliers

de fois les mêmes mots, idées, formules, pensées et discours, que la traduction d'une belle spontanéité créative et/ou d'une véritable authenticité intègre.

Si l'art de la démagogie repose en grande partie sur l'art du bien parler, il ne faut pas croire pour autant que l'individu concerné dispose d'un talent particulier, d'une aptitude supérieure ou géniale à la communication ou au raisonnement. Il ne reflète, en réalité, qu'une habitude verbale de professionnel et qui dit professionnel dit contrôle de soi, maîtrise du naturel, langage convenu et comportement stéréotypé, voire... démagogique.

En fait plus l'individu parle bien, moins il est authentique et plus il faut rester vigilant sur l'homme (ou la femme), ainsi que sur ses véritables capacités d'ouverture et de changement !

2006 - D. Reuter

86. LA FACE CACHÉE DE L'ICEBERG

Sujet : Du mauvais usage du principe de précaution

Depuis que les pouvoirs publics ont engrangé des actions de masse (c'est-à-dire sans aucun ciblage ni différenciation des cas et des individus) de nature répressive, normative, «interdictive», on assiste à une véritable débauche propagandiste du principe de précaution qui commence à donner la nausée à presque tout le monde. Il semble que **seul le ridicule «ne tue pas»** les différentes associations et institutions mobilisées dans toutes ces causes. C'est le cas notamment de l'usage et de l'abus fait des slogans du type : La vitesse tue ; Fumer tue ; Boire de l'alcool tue ; Manger du sucre fait grossir puis tue à petit feu ; l'anorexie tue ; les rapports sexuels non protégés tuent ; manger du poulet atteint de grippe aviaire ça peut tuer ; le terrorisme tue (surtout en France) ; l'immigration tue le travail des autres ; la guerre tue (surtout en Irak mais pas en Afghanistan ni au Liban) ; le non respect de l'autorité (à l'école ou dans la rue) tue le civisme ; les retards de paiement aux administrations tuent l'esprit de solidarité collective, etc.

Pris dans cette nouvelle culture moralo-sécuritaire faisant dorénavant de tout citoyen un irresponsable potentiel et un suspect par défaut, certains agents de la fonction publique ont plongé les deux mains en avant dans l'eau trouble de cette pensée unique d'essence chiraquienne et sarkozyste. Alors que tout le monde sait parfaitement bien que la partie émergée (visible) de l'iceberg correspond à 10% de sa masse et que la partie immergée (non visible) à 90%, il semble que cette proportion soit relativement bien respectée dans l'attitude et le comportement d'un certain nombre de fonctionnaires et assimilés (banque, assurance, collectivités...) trop zélés ou simplement bêtes.

De quoi s'agit-il ?

Sous des apparences comportementales et vestimentaires soignées, des discours politiquement très corrects, des procédures irréprochables (10% de l'iceberg), beaucoup de fonctionnaires zélés le plus souvent employé(e)s, sous-officiers ou petits responsables de bureau, ont redécouvert le cocktail d'eau chaude Vichyssois (hors présence de leurs chefs) en se comportant de manière relativement distante, autoritaire, suspicieuse, discrétionnaire et/ou à la limite de l'irrespect, face aux citoyens lambda sans grade ni pouvoir. En les voyant ainsi agir au gré des interpellations sur le bord de la route, dans le traitement des dossiers administratifs, au guichet ou au téléphone, un premier constat fait immédiatement penser que leur espace mental est composé à 90% de creux et de replis procéduriers et normatifs. Pire, certains montrent même des signes chroniques d'abêtissement tant ils semblent drogués à «l'extase» de la loi. Au final, un cocktail 10/90 qui produit un très faible taux de discernement.

Aux antipodes de la qualité et de l'excellence prônée en entreprise on assiste, au contraire, à des comportements de «boîte vocale» récitant par coeur et **sans discernement** les règles et les procédures de l'institution, soit tout le contraire d'une intelligence humaine à vouloir favoriser une qualité de contact, d'accueil et de relation. Pour ces fonctionnaires, dont le nombre grossit sans cesse, tout le monde semble être mis dans le même sac (bon, gentil, truand, escroc, mauvais) avec d'un côté un monde de référence, le leur (Etat, fonction publique, ordre, discipline, dépendance à l'autorité) et de l'autre, le citoyen-suspect considéré comme ennemi, délinquant, indiscipliné, déviant, qu'il convient de remettre constamment dans le droit chemin.

Le citoyen-suspect

A l'évidence, il semble que face aux idées sécuritaires actuelles, beaucoup de petits fonctionnaires en profitent pour prendre une revanche statutaire plus ou moins consciente par :

- . L'émergence de comportements de chéfaillons, d'abus de pouvoir, d'égoïsme, de rapport de force, de décision discrétionnaire ;
- . Le remplacement du véritable esprit de responsabilité par une déresponsabilisation totale en se cachant derrière le bouclier de la loi, de la règle, de la procédure, du «*c'est comme ça et pas autrement*» ;

- . La culpabilisation et l'infantilisation constante du citoyen écartant *de facto* toute forme de responsabilité engagée du service concerné.
- . Le retour larvé de l'acte discrétionnaire du sous-fifre allouant ou non, au gré de son humeur, sanction ou recommandation, sage solution ou posture type «porte de prison».

De ce constat vécu par à peu près tout le monde, il apparaît que plus le fonctionnaire est formaté dans les limites psychorigides de sa fonction et/ou placé sous perfusion d'un modèle sécuritaire, moins il agit comme un professionnel expert devant comprendre, conseiller, suivre, débrouiller la situation, apporter des solutions intelligentes et adaptées au citoyen-client. Il préfère rester, a contrario, dans l'étanchéité froide et distante de son rôle et/ou domaine d'intervention à la mode Taylorienne du début de XX^e siècle : soit presque un siècle de retard de mentalité !

Par comparaison avec les principes modernes de management utilisés dans l'entreprise afin de fidéliser la clientèle, qualifier la relation client, trouver des solutions positives et efficaces ou encore donner une porte de sortie honorable à ses interlocuteurs, nous assistons au parfait contraire avec une comportementale négative, repliée sur elle-même et déqualifiée.

Il semble que l'administration actuelle se nourrisse complaisamment non d'un esprit d'ange-gardien mais d'un petit pouvoir de gardien de l'ordre moral, ce pourquoi elle n'est ni payée, ni formée, ni souhaitée de la part des citoyens. En s'arrogeant de telles prérogatives, celle-ci favorise le retour du modèle du **citoyen-suspect** à qui l'on doit interdire, sanctionner, moraliser, punir, guider par la loi, surveiller les faits et gestes en un mot, le considérer comme un enfant à qui l'on doit tenir la main pour le faire avancer dans le droit chemin. Bravo messieurs et mesdames les politiques, quel succès en ce début de XXI^e siècle de mondialisation, de culture, d'échange, d'information, de technologie !

Avec une telle exemplarité en provenance du service public, la société fonctionne-t-elle à l'envers ou à l'endroit ?

2006 - D. Reuter

87. LA STRATÉGIE UTOPIQUE DE L'ISLAMISME DUR

Sujet : Le rêve désuet d'une colonisation inversée

Derrière les scènes savamment orchestrées et médiatisées prenant parti ici, ou critique là, en faveur ou non des Etats musulmans, il convient de ne pas oublier que se joue, sur un fond de civilisation, la reconquête culturelle de l'Islam «dur» sur les terres mêmes de l'Occident. Dans les cercles avisés, tout le monde sait bien que la plupart des leaders et des groupuscules religieux intégristes (Mollah, Ayatollah, Talibans, frères et consorts...) n'ont d'autres ambitions et d'utopies que de prendre une **grande revanche** sur l'histoire en tentant de revenir à l'époque moyenâgeuse de la théocratie. Leur dessein masqué est de bouleverser l'ordre civilisationnel en prenant progressivement le pouvoir ou, du moins, de l'influence sur la société civile. Il s'agit notamment pour eux de :

1. Dominer culturellement l'Occident en imposant progressivement la religion Musulmane dure, fondamentaliste et intégriste sur toutes les autres, en arguant du postulat que celle-ci représente historiquement la plus haute image culturelle, morale et raciale que la Terre ait pu porter.
2. Pratiquer une «colonisation inversée» sur 2, 3 ou 4 générations en peuplant l'Occident par l'arrivée massive de familles musulmanes selon le jeu naturel de la démographie, d'un taux de naissances élevé mais aussi par la banalisation du fait religieux (mosquée, rituels, fêtes...). Il s'agit également d'incruster la peur dans les populations comme méthode subversive mais aussi d'affaiblir les économies par différents moyens. Il s'agit encore de prendre position, peu à peu, dans la société civile par le fait massif et orienté du vote démocratique local et national, comme en favorisant l'accès aux technologies de communication comme outils modernes de propagande et d'influence des masses.
3. User, voire abuser pour certains, de la **double culture** (être biculturel) en se pliant aux règles nationales dans certains cas favorables et aux usages ethno-culturels dans d'autres.
4. Déstabiliser les démocraties par des actes ponctuels de terrorisme, d'incivilités, de provocation, de négationnisme culturel ou encore par l'appropriation exclusive de territoires (banlieues, quartiers, rues).
5. Montrer constamment une forte intolérance à remettre en question les usages et les symboles de la culture islamique lorsque ceux-ci viennent en contradiction avec les moeurs occidentales (cas du foulard ou celui de la liberté journalistique d'expression sur les icônes musulmanes). Sans compter qu'il est à craindre, non vraiment pour l'Occident mais pour les musulmans eux-mêmes, qu'une véritable lutte interne de religion ne s'organise demain entre une majorité de musulmans modérés, silencieux et désireux d'intégration et une minorité de militants islamistes bruyants et provocateurs mais déshumanisant et déformant la pensée initiale du prophète.

Il est évident pour tous que l'islamisme dur, via les visées fondamentalistes et extrémistes, associé au comportement provocateur des plus jeunes et aux actes inadmissibles des plus fous d'entre eux (terroristes), ne s'apparente nullement à un épiphénomène de société marginal, mais bel et bien à des manoeuvres de grande ampleur programmées dans la durée. Dans la lignée symbolique des événements du 11 septembre 2001, il est évident que l'on assiste à un jeu pernicieux de forçage intra-culturel au coeur même de nos démocraties et que les gesticulations éduco-médiatico-militaro-sécuritaires de surface ne sont pas du tout à la hauteur des enjeux.

Aussi l'un des grands axes présidentiels doit-il être de favoriser une remise en ordre, à la fois dans l'esprit des fonctionnaires trop zélés (et non dans celui des citoyens), comme à ne pas fermer les yeux sur le fait d'une islamisation «dure» qui joue à visage aimable et découvert dans certains cas et de manière plus ou moins sournoise dans l'ombre partout ailleurs.

88. LE CHOIX ENTRE 35 DOMAINES DE SOCIÉTÉ

Sujet : Une société équilibrée c'est 35 grands épiphénomènes à mener de front

Alors que les prétendants à l'Elysée continuent d'impressionner leurs auditoires sur les questions d'actualité, l'économie, l'éducation, la sécurité, les immigrés, etc., il est un domaine quasiment orphelin depuis la naissance de la V^e République, c'est celui des questions sociétales intéressant le statut même du citoyen. Alors que chacun semble faire son marché parmi les 35 principaux épiphénomènes de société (ex.: 1-3-7-14-16-20-24-35), la problématique politique reste durablement scotchée sur un choix de menu très classique décernant ici la prime de la priorité, là de l'urgence, ou encore ici et là de la nécessité.

Dans cette **cuisine conventionnelle**, pas très innovante, se perpétue une vision conformiste et démagogique à base d'ingrédients idéologiques, dogmatiques, technocratiques ou normatifs selon les cas. Cette façon de cuisiner la politique explique pourquoi la moitié des convives (électeurs citoyens) ont, en sortant de table, la diarrhée, l'envie de vomir et surtout le désir de ne plus jamais revenir dans ce resto. Pourtant, dans la modernité actuelle, chaque épiphénomène de société est objectivement aussi important que le précédent et largement autant que le suivant. Chacun d'entre eux influence à sa manière, à un moment ou à un autre de la vie collective, le quotidien de chaque ménage et de chaque citoyen. Alors pourquoi sans cesse privilégier tel ou tel domaine de société plus que les autres sachant que, par principe, tous méritent le même intérêt, les mêmes moyens, les mêmes avancées ?

Liste des 35 principaux épiphénomènes de société :

1. Sûreté, Sécurité intérieure, Surveillance territoriale ;
2. Administration, Ministères, Pouvoirs publics ;
3. Institutions de première urgence (pompiers, samu, police, sécurité civile...) ;
4. Santé publique, Protection sanitaire ;
5. Défense nationale, Militaire ;
6. Sécurité sociale, Assistances sociales ;
7. Fiscalité, Douane, Services de contrôle, Budget ;
8. Epargne, Banque, Assurances ;
9. Economie, Finances, Monétaire, Exportation, Importation ;
10. Consommation, Pouvoir d'achat des ménages ;
11. Investissement, Grands travaux, Achats et dépenses publics ;
12. Industrie, Grande distribution, Entreprise (aides, création, reprise, transmission) ;
13. Emploi, Travail, Chômage ;
14. Pratiques routières et infrastructures routières ;
15. Transports et infrastructures maritimes, aériens, ferroviaires ;
16. Justice, Lois, Organismes de contrôle, Système pénitencier ;
17. Logement, Immobilier, BTP, Urbanisme, Voirie ;
18. Education nationale, Universités, Enseignement supérieur, Formation ;
19. Représentations à l'étranger, Diplomatie, Affaires étrangères ;
20. Exécutif et législatif national et transnational ;
21. Partenaires sociaux, Syndicats, Représentations consulaires, Associations ;
22. Politique familiale, Femme, Enfance, Vieillesse, Naissance, Décès, Démographie, Statistiques ;
23. Humanitaire, Solidarité, Insertion ;
24. Médias (TV, Radios, Presse, Cinéma...), Information, Edition, Internet, Technologies de communication ;
25. Partis politiques, Religions, Réseaux sociaux et divers ;
26. Retraite (répartition, capitalisation), Pensions ;
27. Représentation citoyenne, civique, vote, égalité des chances, Droits de l'homme et du citoyen ;
28. Environnement, Ecologie ;
29. Collectivités locales et territoriales ;
30. Culture (sciences, arts, spectacles...), Recherche ;
31. Agriculture, Elevage, Pêche, Mer, Chasse, Sylviculture, Faune, Forêts, Parcs nationaux ;
32. Gestion de l'eau, Energies, Déchets ;

- 33.** Télécoms, Approvisionnement stratégiques ;
- 34.** Moral population (loisirs, sports, jeux, évènements nationaux, fêtes...) ;
- 35.** Flux migratoires, Immigration, Communautarisme.

Qui peut dire qu'un domaine est plus important qu'un autre au risque de saturer ou de mécontenter tous ceux qui ne sont pas directement concernés dans la pratique mais aussi tous ceux qui le sont dans la contrainte !

2006 - D. Reuter

89. 25 QUESTIONS SOCIÉTALES

Sujet : En matière de salubrité publique, il est toujours temps de se poser des questions essentielles

Si au lieu de tirer et pousser systématiquement une grande partie de la population sur la pente morale et intellectuelle souhaitée par chaque prétendant au poste suprême, avec les conséquences récurrentes que l'on connaît au fil des mandatures, il s'agissait plutôt de replacer le citoyen au coeur vital du système. Si au lieu de le prendre à témoin seulement une dizaine de fois tous les 10 ans (votes) ou de le considérer simplement comme un observateur passif, soumis et/ou gesticulant de temps en temps, on favorisait sa contribution volontaire et sa participation engagée sur le terrain quotidien des actions collectives ? Alors il est clair que des milliers de questions, de réponses et de sujets pourraient être abordés, tous aussi utiles les uns que les autres. Pourtant sur l'aspect crucial de la condition du citoyen, il apparaît que celle-ci est encore aujourd'hui, à titre d'image, plus dans la posture du salarié soumis d'avant 1936 que dans le profil de l'homme et de la femme moderne, avisé(e), autonome, décisionnaire et proactif(ve). Aussi pour rénover les inerties et les conservatismes du système actuel, dans l'optique d'un **grand nettoyage** sociétal de «salubrité publique», il serait vraiment «évolutionnaire» de connaître par avance les réponses concrètes et ambitieuses de tous les prétendant(e)s à l'Elysée sur les 25 questions suivantes :

- 1.** Un vrai grand programme politique de renouveau sociétal n'est-il pas dans l'effacement des ambitions partisans et personnelles des acteurs politiques, au profit de la mise en place d'un nouveau management sociétal plus participatif ?
- 2.** Quel regard objectif doit-on porter sur l'état de la société française actuelle en ce qui concerne la motivation et les attentes des citoyens face au modèle «V^e République» de gouvernance politique et institutionnelle ?
- 3.** Entre 1 (désintéret total) et 10 (engagement actif et motivé), il semble bien que le niveau actuel d'appréciation du monde politique tourne autour du chiffre 3 pour une très grande majorité de nos concitoyens, c'est-à-dire à un niveau très médiocre. Dans ces conditions, quelles seraient les 2 ou 3 principales mesures urgentes à mettre en place pour redonner confiance et motivation vis-à-vis du monde politique et de son personnel ?
- 4.** Si l'on compare l'actuel fonctionnement de l'Etat à une vieille entreprise détenant un monopole de fait sur un marché stratégique, quelles sont les priorités pour réformer son management (présidence, gouvernement, parlement, sénat...) sachant que la perception collective qui en résulte repose sur une image peu audacieuse, vieillissante, moralisatrice, conservatrice, «très» fataliste et peu courageuse, face à la complexité et à l'omnipotence du système administratif et institutionnel ?
- 5.** Au-delà de l'affrontement des partis, quels sont les grands axes de réforme à mettre en place durant la période actuelle et les prochaines en vue de favoriser un renouveau sociétal au coeur même de notre société ?
- 6.** Il est clair, en matière d'action politique, que les Français sont lassés des sempiternelles promesses politiques de changement qui se transforment le plus souvent en une cohorte de mesurette, réformettes et autres prélèvements supplémentaires, dont la somme croissante tend plus à paralyser les initiatives individuelles et aseptiser l'état d'esprit général qu'à favoriser un véritable dynamisme créatif. Que doit-on en penser ?
- 7.** Sachant que la majorité de nos concitoyens attend un horizon politique motivant associé à une véritable offre de changement innovatrice, courageuse et audacieuse, et non pas uniquement une orientation partisane et gestionnaire du présent, le mieux n'est-il pas de fonder l'acte politique moderne sur un vaste programme réformiste d'actions et de chantiers datés et chiffrés associant toutes les sensibilités politiques ?

8. Pour faire évoluer le débat politique et le faire sortir d'une main mise «propriétaire» entre la droite et la gauche, le «plus» démocratique n'est-il pas dans l'idée que chaque acteur politique puisse dorénavant proposer un programme «contractuel» reposant sur une liste de plusieurs dizaines, voire de centaines, de projets s'étalant sur une durée de 10 ans et plus ?

9. En matière de «real démocratie», le programme politique proposé ne doit-il pas engager personnellement chaque élu, en faisant en sorte que les résultats effectifs puissent être contrôlés périodiquement par le citoyen, voire éventuellement sanctionnés par sa démission et/ou une nouvelle élection à mi-mandat ? En cela, le temps démocratique du mandat ne doit-il pas être remplacé par l'efficacité démocratique du mandat ?

10. Compte tenu de l'état des forces et des résistances conservatrices associé aux contraintes nouvelles de la mondialisation, le temps n'est-il pas venu d'amorcer un virage décisif afin de se diriger, enfin, vers une nouvelle ère sociétale bien plus évolutionnaire ?

11. Dans l'idée de ce virage sociétal pourquoi ne pas replacer, rapidement et sans attendre, le citoyen au coeur du dispositif décisionnel et législatif en lui accordant beaucoup plus de pouvoir de contrôle sur les institutions, les lois, le mandat des élus, le bilan des mesures votées et mises en place en son nom ?

12. La meilleure manière de rénover en profondeur le modèle français politique, administratif, technocratique, culturel et social, n'est-il pas de contrôler systématiquement l'action des élites et des fonctionnaires en cherchant à faire émerger, en parallèle et à égalité, des idées, des solutions et des propositions de bons sens provenant de la société civile via l'usage régulier du vote électronique ?

13. Est-il possible de concilier les principes actuels de la représentativité nationale avec l'intégration d'une démocratie citoyenne appliquant un continuum de propositions, décisions et sanctions émanant directement des demandes et des offres du citoyen ?

14. Parmi les 3 pratiques «démocratiques» suivantes, quelle est vraiment la bonne ? : conserver l'ensemble des mécanismes institutionnels actuels ; les modifier en accordant encore plus de moyens et de pouvoirs centralisés à des élus considérés comme des «super politiques» ; réduire les pouvoirs décisionnels des élus tout en augmentant la connivence et la transparence avec le peuple ?

15. Le peuple français est-il vraiment prêt pour cette connivence et cette plus grande implication de proximité préfigurant l'aube d'une nouvelle «démocratie citoyenne» ?

16. Le premier grand signal réformiste que doit engager le prochain président de la République et son gouvernement n'est-il pas celui d'un grand «audit sociétal» affectant tous les domaines de l'Etat, des pouvoirs publics et de ses relations administratives avec le citoyen ?

17. Un tel «audit sociétal» est-il possible sans recourir à une énième commission d'élus et/ou mise en place d'un énième observatoire ou institut, en privilégiant, au contraire, une répartition des missions qui soit assurée par les concitoyens eux-mêmes ?

18. Sur le plan purement macroéconomique n'est-il pas exact que le citoyen moderne est devenu, sous l'influence dominante des forces économiques, politiques et technocratiques du pays, une véritable vache à lait surtaxée, surfiscalisée et infantilisée ?

19. Dans le prolongement de cette évidence, le citoyen n'est-il pas devenu une sorte d'«objet» plus économique que social qu'il convient de protéger légalement contre lui-même (sécurité routière, tabac, alcool, obésité...) afin que celui-ci produise toujours plus de revenus, de recettes fiscales et de consommation, que de coûts et de dépenses sociales improductives pour la collectivité (maladie, mortalité, assistance, handicap...) ?

20. La gouvernance d'Etat ne participe-t-elle pas, à sa manière, à une gestion collective plus défensive qu'offensive, en cherchant à favoriser cette sorte d'hyper productivité «laitière» en trayant régulièrement et au maximum son cheptel citoyen et entrepreneurial dans le contrôle méthodique de ses ressources, revenus, libertés, droits et devoirs ?

21. Dans cette hypothèse, qui semble d'ailleurs concerner la plupart des gouvernances dans les pays occidentaux, n'assistons-nous pas à une régression perfide de l'esprit de démocratie comme à une reprise en main orientée des libertés individuelles sous l'égide morale et corporatiste d'une myriade d'associations minoritaires et influentes ?

22. Est-il inexact de penser que, de la manière dont le politique répond à la problématique précédente, se dessine soit la force d'une vision globale «évolutionnaire» ou soit l'étroitesse d'une vision focale face à la nécessité de réforme contre les conservatismes ambiants ?

23. La clé du renouveau sociétal ne passe-t-elle pas par la reconsidération constitutionnelle du rôle fondamental du citoyen en amendant clairement la constitution de 1958 mise en place, à l'époque, pour donner un maximum de pouvoirs au chef de l'Etat bien plus qu'aux citoyens eux-mêmes ?

24. Considérant qu'il existe un réel décalage entre l'homme moderne et sa citoyenneté, pendant combien de temps encore les partis politiques au pouvoir peuvent-ils faire l'impasse sur les attentes profondes d'individus de plus en plus formés, cultivés, informés, compétents et demandeurs de progrès sociétal, face à un système lourd et relativement irresponsable qui s'évertue à brider consciencieusement la plupart des attentes naturelles, en proposant uniquement des petits pas toujours des petits pas ?

25. Enfin, si l'on considère (hors champ économique) que l'investissement sociétal au cours des derniers siècles a surtout profité à une structuration administrative et technocratique forte, comme à l'organisation hyper dominante de l'ensemble des institutions du système sur le rôle citoyen, n'est-il pas temps de repenser en profondeur les idéaux politiques, l'implication des individus dans le système, mais aussi la structuration du pouvoir et l'omnipotence de l'Etat ?